3.

Distribution de produits et services financiers et Services monétaires

3.1 Avis et communiqués
3.2 Réglementation
3.3 Autres consultations
3.4 Retraits aux registres des représentants
3.5 Modifications aux registres des inscrits
3.6 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
3.7 Avis d'audiences
3.8 Décisions administratives et disciplinaires
3.9 Autres décisions

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

3.2.1 Consultation

Projet de règlement

Loi sur la distribution de produits et services financiers
(chapitre D-9.2, a. 200 par. 1° à 5°, 6°, 7° et 9° et a. 203 par.1°, 3° à 6°)

Règlement modifiant le Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») que, conformément à l'article 217 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, chapitre D-9.2, le projet de règlement suivant, dont le texte est publié ci-dessous, pourra être pris par l'Autorité et ensuite soumis au ministre des Finances et de l'Économie du Québec pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de la présente publication au Bulletin de l'Autorité :

- *Règlement modifiant le Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant*.

Le projet de règlement est également accessible sur la page d'accueil du site Internet de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca, à la section « consultations publiques ».

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À LA DÉLIVRANCE ET AU RENOUVELLEMENT DU CERTIFICAT DE REPRÉSENTANT

OBJET DU PROJET DE RÈGLEMENT

Pris en vertu des paragraphes 1° à 5°, 6°, 7° et 9° de l'article 200 et des paragraphes 1° et 3° à 6° de l'article 203 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, chapitre D-9.2, ce projet de règlement modifie le *Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant* (le « Règlement ») entré en vigueur le 1er mars 2010. Cette mise à jour vise à apporter des précisions quant à l'application du Règlement, des ajustements relatifs à l'utilisation des nouvelles technologies ainsi qu'un ajout relatif à l'obtention du certificat de planificateur financier.

MODIFICATIONS PROPOSÉES

CERTIFICAT DANS LA DISCIPLINE DE LA PLANIFICATION FINANCIÈRE (articles 13.1 et 13.2)

Actuellement, il suffit de détenir un diplôme de l'Institut québécois de planification financière (IQPF) pour obtenir, sans autre condition, un certificat de l'Autorité pour agir dans la discipline de la planification financière.

Des modifications sont proposées pour ajouter des conditions pour l'obtention d'un certificat pour l'utilisation du titre de planificateur financier. Ces modifications visent à s'assurer que les candidats ayant obtenu leur diplôme de l'IQPF plus de six ans avant leur demande de certificat démontrent qu'ils ont appliqué les compétences acquises par l'obtention de ce diplôme.

Ainsi, pour qu'un postulant obtienne son certificat de l'Autorité, il devrait avoir réussi l'examen qui mène à l'obtention du diplôme de l'IQPF dans les six dernières années.

À défaut, en plus d'être titulaire d'un diplôme de l'IQPF, le postulant devrait :

- avoir été détenteur d'un certificat de l'Autorité dans la discipline de la planification financière pendant deux ans dans les six dernières années et s'être conformé aux obligations relatives à la formation continue obligatoire;

- apporter la preuve qu'il a accumulé l'équivalent de 40 unités de formation continue réparties conformément au *Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier* (D-9.2, r. 14.1) dans les six dernières années; ou

- avoir été autorisé à utiliser le titre de planificateur financier conformément à une convention conclue entre son ordre professionnel et l'Autorité, pendant au moins deux ans dans les six derniers.

Sinon, le postulant devra réussir à nouveau l'examen de l'IQPF.

Ces nouvelles conditions ne s'appliqueraient qu'un an après l'entrée en vigueur du Règlement. Durant ce délai, un postulant pourrait bénéficier des conditions actuellement en vigueur.

OBLIGATION DE DÉTENIR UN CERTIFICAT ET D'AGIR COMME REPRÉSENTANT (articles 16, 17, 23 et 42)

À plusieurs endroits dans le Règlement, l'obligation d'avoir été titulaire d'un certificat apparaît comme une condition à satisfaire dans certaines circonstances : pour être exempté de certains examens ou de la période probatoire, par exemple.

Or, pour préciser la façon dont l'Autorité applique ces dispositions, l'exigence d'avoir effectivement agi comme représentant serait ajoutée à celle d'avoir eu un certificat. De la même manière, l'article 16 a été modifié de façon à ce que l'exigence d'avoir occupé un emploi soit remplacée par celle d'avoir effectivement travaillé.

PÉRIODE PROBATOIRE (articles 29.1, 44, 45.1, 47 à 49.1)

Les règles relatives au travail de superviseur ainsi que celles applicables lorsqu'une période probatoire doit être reprise permettraient un meilleur encadrement. L'Autorité souhaite ainsi empêcher les périodes probatoires à répétition et s'assurer que les superviseurs soient et demeurent des représentants qui possèdent les qualités essentielles à occuper une telle charge.

MODALITÉS DES DEMANDES À L'AUTORITÉ (articles 23, 28, 29, 39, 41, 42, 45, 64 et 65)

L'article 65 a été modifié afin que soient précisées les exigences relatives aux demandes formulées à l'Autorité. Cette modification assure une continuité dans le processus applicable et tient compte, notamment, des changements relatifs aux technologies nouvelles.

Ainsi, toute demande devrait être présentée sur le formulaire fourni par l'Autorité et reçue dans les délais indiqués.

En outre, la demande d'admissibilité à la période probatoire devrait dorénavant être transmise par le cabinet ou la société autonome auprès duquel le postulant agira comme stagiaire (article 29 *in fine*).

LE RESSORTISSANT ÉTRANGER (article 56.1)

Le postulant qui a demandé le renouvellement de son permis de travail délivré par une autorité hors Québec en vertu du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* (DORS-2002-227) devrait, en plus des autres conditions prévues dans le règlement, agir pour le compte d'un cabinet ou d'une société autonome pour obtenir son certificat de représentant.

AUTRE MODIFICATIONS

L'Autorité propose des modifications afin de clarifier l'interprétation à donner à quelques dispositions.

Certains articles ont été précisés de façon à clarifier leur application ou à assurer une uniformité à travers le Règlement.

À titre d'exemples :

- l'article 20, tel que proposé, prévoit explicitement qu'un postulant peut s'inscrire aux examens au fur et à mesure qu'il réussit ses cours; et

- l'article 55.1 proposé explique plus clairement le contexte actuel du processus de demande de certificat et des délais à respecter.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES 2010 (articles 69 à 72)

Des dispositions transitoires ajoutées au Règlement de 2010 sont maintenant désuètes puisque la période visée par celles-ci est passée. Ces dispositions seraient retirées.

Commentaires

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler au sujet de ce règlement est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration du délai de 30 jours de la présente publication le 10 janvier 2013, en s'adressant à :

Me Anne-Marie Beaudoin
Secrétaire de l'Autorité
Autorité des marchés financiers
Tour de la bourse
800, square Victoria
C.P. 246, 22e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Télécopieur : (514) 864-8381
Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Il est à noter que les commentaires soumis seront rendus publics à défaut d'avis contraire à cet effet.

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Geneviève Côté
Analyste aux pratiques de distribution
Direction des pratiques de distribution et des OAR
Autorité des marchés financiers
Téléphone : (418) 525-0337, poste 4813
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
Courrier électronique : genevieve.cote@lautorite.qc.ca

Le 10 janvier 2013.

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF À LA DÉLIVRANCE ET AU RENOUVELLEMENT DU CERTIFICAT DE REPRÉSENTANT

Loi sur la distribution de produits et services financiers
(L.R.Q., c. D-9.2, a. 200 par. 1° à 5°, 6°, 7°, 9° et a. 203 par. 1°, 3° à 6°)

1. L'article 12 du Règlement relatif à la délivrance et au renouvellement du certificat de représentant (c. D-9.2, r.7) est remplacé par le suivant :

« **12.** Le représentant autorisé par certificat de l'Autorité délivré dans la discipline de la planification financière, conformément à l'article 57 de la Loi sur la distribution de produits et services financiers (chapitre D-9.2), utilise le titre «planificateur financier» ou l'abréviation «Pl. Fin.».

À l'exception des paragraphes 4 à 6 de l'article 13 et des articles 13.1 et 13.2, les sections I à VI du chapitre II et les premier, deuxième et quatrième alinéas de l'article 55 du présent règlement ne s'appliquent pas au planificateur financier.».

2. L'article 13 de ce règlement est remplacé par les suivants :

« 13. L'Autorité délivre un certificat au postulant qui satisfait aux conditions suivantes:

1° il répond aux exigences de formation minimale prévues par la section II du présent chapitre, le cas échéant;

2° il a réussi les examens prescrits par l'Autorité conformément à la section III du présent chapitre, le cas échéant;

3° il a complété avec succès la période probatoire prévue par la section IV du présent chapitre, le cas échéant;

4° il a présenté une demande de certificat conformément à l'article 55;

5° il rencontre les conditions et modalités de délivrance du certificat prévues aux sections VII et VIII du présent chapitre;

6° dans le cas d'un ressortissant étranger, il détient un permis de travail délivré par l'autorité compétente lui permettant d'occuper un emploi au Québec pour lequel un certificat de l'Autorité est requis.

« **13.1.** En plus des conditions mentionnées aux paragraphes 4 à 6 de l'article 13 et à l'article 57 de la Loi, le postulant dans la discipline de la planification financière doit avoir réussi l'examen de l'Institut québécois de planification financière menant à l'obtention du diplôme visé à l'article 57 de la Loi, dans les 6 ans précédant sa demande de certificat.

13.2. Lorsqu'une demande de certificat est reçue par l'Autorité plus de 6 ans suivant la réussite de l'examen visé à l'article 13.1, un postulant titulaire d'un diplôme décerné par l'Institut québécois de planification financière est exempté de réussir à nouveau cet examen s'il satisfait à l'une des conditions suivantes:

1° il a été titulaire d'un certificat délivré par l'Autorité dans la discipline «planification financière» pendant au moins 2 ans dans les 6 ans précédant sa demande de certificat et il s'est conformé aux obligations relatives à la formation continue obligatoire;

2° il a suivi des activités de formation continue correspondant à celles prévues au Règlement sur la formation continue obligatoire du planificateur financier (c. D-9.2, r. 14.1) et a accumulé l'équivalent d'au moins 40 unités de formation continue

réparties de la façon prévue à l'article 3 de ce Règlement dans les 6 ans précédant sa demande de certificat;

3° il a été membre d'un ordre professionnel avec lequel l'Autorité a conclu une convention conformément à l'article 59 de la Loi et il a été autorisé, en vertu de cette convention, à utiliser le titre «planificateur financier» pendant au moins 2 ans dans les 6 ans précédant sa demande de certificat. ».

3. L'article 16 de ce règlement est modifié par le remplacement, au paragraphe 4, des mots « occupé un emploi à temps plein pendant au moins 3 années » par les mots « travaillé à temps plein pendant au moins 3 ans dans les 10 dernières années ».

4. L'article 17 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement des mots « s'il a été, pendant au moins un an, » par les mots « si, pendant au moins 1 an, il a été »;

2° par l'insertion, après « 2002 » de « et il a agi comme représentant ».

5. L'article 19 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **19.** Un postulant doit réussir, pour chaque discipline ou catégorie de discipline pour laquelle il demande un certificat, les examens prescrits par l'Autorité pour démontrer qu'il maîtrise les compétences requises afin de respecter la législation applicable à l'exercice des activités de représentant et, selon la discipline, les compétences suivantes:

1° pour la discipline de l'assurance de dommages, pour la discipline de l'assurance de personnes ou pour la discipline de l'assurance collective de personnes ou une catégorie de ces disciplines, recommander ou proposer, le cas échéant, un produit adapté aux besoins d'un client;

2° pour la discipline de l'assurance de personnes ou pour la discipline de l'assurance collective de personnes ou une catégorie de cette discipline, évaluer les impacts fiscaux d'un contrat d'assurance ou de rentes, le cas échéant;

3° pour la discipline de l'expertise en règlement de sinistres ou une catégorie de cette discipline, régler un sinistre en fonction de la protection souscrite par le client. ».

6. L'article 20 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **20.** Est admissible aux examens, relativement à une discipline ou une catégorie de discipline, le postulant qui présente une demande à cet effet et respecte les conditions suivantes:

1° il répond aux exigences de formation minimale prévue au présent règlement, le cas échéant;

2° il n'est pas dans une des situations énoncées aux articles 219 et 220 de la Loi;

3° il a acquitté les frais prévus au Règlement sur les droits, les cotisations et les frais exigibles (c. D-9.2, r. 9).

Le postulant visé au deuxième alinéa de l'article 14 peut, dès qu'il a complété un cours reconnu dans une entente intervenue à cette fin entre l'Autorité et un organisme de formation, s'inscrire à l'examen correspondant à ce cours. ».

7. L'article 22 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression des mots « dûment complétée et »;

2° par le remplacement des mots « que lui avait antérieurement délivré l'Autorité pour agir comme représentant » par les mots « dont il a été titulaire ».

8. L'article 23 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement des mots « transmise à » par les mots « reçue par »;

2° par le remplacement des mots « pendant au moins 1 an pour agir comme représentant » par les mots « et qu'il a agi comme représentant pendant au moins 1 an ».

9. L'article 24 de ce règlement est modifié par l'insertion, après le mot « pour », du mot « réussir ».

10. L'article 28 de ce règlement est modifié par le remplacement, au deuxième alinéa, du mot « transmettre » par le mot « présenter ».

11. L'article 29 de ce règlement est remplacé par les suivants :

« **29.** Est admissible à la période probatoire relativement à une discipline ou à une catégorie de discipline, le postulant qui présente une demande à cet effet et respecte les conditions suivantes:

1° il a réussi chacun des examens prescrits par l'Autorité et ceux-ci sont valides au moment d'entreprendre la période probatoire;

2° il n'est pas dans une des situations énoncées aux articles 219 et 220 de la Loi ;

3° dans le cas d'un ressortissant étranger, il détient un permis de travail délivré par l'autorité compétente lui permettant d'occuper un emploi au Québec pour lequel un certificat de l'Autorité est requis;

4° il a acquitté les frais prévus au Règlement sur les droits, les cotisations et les frais exigibles (c. D-9.2, r. 9).

Toutefois, un postulant dont les examens ne sont plus valides au moment d'entreprendre la période probatoire est admissible à celle-ci lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient.

La demande d'admissibilité à la période probatoire doit être présentée à l'Autorité par le cabinet, le représentant autonome ou la société autonome auprès duquel le postulant entreprend cette période.

« **29.1.** Le postulant qui n'a pas réussi sa période probatoire doit, pour être admissible à une nouvelle période probatoire, soumettre à l'Autorité les moyens qu'il entend mettre en application pour corriger les lacunes énoncées au rapport du superviseur ou par l'Autorité.

Après avoir complété 2 périodes probatoires sans succès, le postulant ne peut être admissible à une nouvelle période probatoire que sous la responsabilité d'un autre superviseur. ».

12. L'article 31 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **31.** L'Autorité délivre un certificat probatoire au postulant qui satisfait aux conditions énoncées aux articles 29 et 29.1.

Ce certificat mentionne notamment les éléments nécessaires à l'identification du postulant ainsi que ceux relatifs à la durée de validité du certificat probatoire. ».

13. L'article 32 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1, des mots « titulaire d'un certificat probatoire » par le mot « stagiaire »;

2° par le remplacement du paragraphe 1, par le suivant :

« 1° dans la discipline de l'assurance de personnes ou dans la discipline de l'assurance collective de personnes ou dans une catégorie de ces disciplines, procéder à la cueillette des informations, analyser les besoins et suggérer à son superviseur les produits ou services qui peuvent être adaptés aux besoins du client, avant de les proposer et de les vendre au client; »;

3° par le remplacement, au paragraphe 3, des mots « les proposer et les vendre au client » par les mots « avant de les proposer et de les vendre au client »;

4° par le remplacement du paragraphe 4, par le suivant :

« 4° dans la discipline de l'expertise en règlement de sinistres ou dans une catégorie de cette discipline, procéder à la cueillette des informations, suggérer à son superviseur les éléments de l'enquête d'un sinistre, de l'estimation des dommages ou de la négociation d'un règlement, présenter à l'assuré les éléments de la négociation d'un règlement une fois qu'ils sont approuvés par le superviseur et assister ce dernier lors de la négociation du règlement. ».

14. L'article 33 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« Le stagiaire doit, lors de sa première rencontre avec le client, lui remettre un document, telle une carte professionnelle, lequel doit mentionner les éléments suivants:»;

2° par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant :

« 2° l'adresse, le numéro de téléphone de son lieu de travail et son adresse électronique, le cas échéant; »;

3° par le remplacement, au paragraphe 4, des mots « exerce ses activités » par le mot « agit »;

4° par le remplacement du paragraphe 5, par le suivant :

« 5° le titre de stagiaire. »

5° par le remplacement, au deuxième alinéa, du mot « titulaire » par le mot « stagiaire ».

15. L'article 36 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « postulant » par le mot « stagiaire ».

16. L'article 37 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, au premier alinéa, des mots « titulaire de certificat probatoire » par le mot « stagiaire »;

2° par le remplacement, au deuxième alinéa, du mot « titulaire » par le mot « stagiaire ».

17. L'article 38 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, au premier alinéa, des mots « titulaire d'un certificat probatoire » par le mot « stagiaire »;

2° par le remplacement, dans le texte anglais, du mot « abandoned » par le mot « discontinued ».

18. L'article 39 de ce règlement est modifié par le remplacement, au deuxième alinéa, du mot « transmettant » par le mot « présentant ».

19. L'article 40 est modifié par le remplacement des mots « titulaire d'un certificat probatoire » par le mot « stagiaire ».

20. L'article 41 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression des mots « dûment complétée et » ;

2° par le remplacement des mots « que lui avait antérieurement délivré l'Autorité pour agir comme représentant » par les mots « dont il a été titulaire ».

21. L'article 42 de ce règlement est modifié :

1° par la suppression des mots « dûment complétée et »;

2° par le remplacement des mots « pendant au moins 1 an pour agir comme représentant » par les mots « et qu'il a agi comme représentant pendant au moins 1 an ».

22. L'article 44 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **44.** Le superviseur est un représentant autorisé à agir au moment de la période probatoire et qui, pendant au moins 24 mois dans les 36 derniers mois précédant la période probatoire, a été titulaire d'un certificat et a agi comme représentant dans la même discipline ou catégorie de discipline que celle visée par la période probatoire demandée. ».

23. L'article 45 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1, des mots « complète le formulaire prévu à cet effet » par les mots « présente sa demande ».

24. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 45, du suivant :

« **45.1.** Le superviseur qui a reçu 2 avis écrits de l'Autorité pour un manquement aux obligations prévues aux articles 46 à 50 du présent règlement ne peut agir à titre de superviseur pendant 1 an à compter de la date du dernier avis. ».

25. L'article 47 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **47.** En cas d'absence du superviseur, il est remplacé par un suppléant qui doit avoir présenté une demande à cet effet conformément à l'article 45. Le suppléant doit avoir les mêmes qualifications et respecter les mêmes obligations que celles imposées au superviseur.

Le superviseur inscrit auprès de l'Autorité à titre de représentant autonome ne peut être remplacé par un suppléant, à moins que l'Autorité y consente par écrit. ».

26. L'article 48 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, au premier alinéa, du mot « titulaire du certificat probatoire » par le mot « stagiaire »;

2° par le remplacement, au premier alinéa, des mots « dossier du client » par les mots « dossier client »;

3° par le remplacement du deuxième alinéa par les alinéas suivants :

« Pour la discipline de l'assurance de dommages, lorsque des produits et services relatifs à l'assurance de dommages des particuliers sont offerts, ou pour la catégorie de discipline de l'assurance de dommages des particuliers, le superviseur doit réviser le travail du stagiaire et consigner cette révision dans le dossier client le prochain jour ouvrable.

« Pour la discipline de l'expertise en règlement de sinistres ou pour une des catégories de cette discipline, le superviseur doit vérifier les informations recueillies par le stagiaire, approuver les éléments de l'enquête d'un sinistre, d'une estimation des dommages ou de la négociation d'un règlement, consigner cette approbation au dossier client, accompagner et assister le stagiaire lors de la présentation de ces éléments à l'assuré et peut être assisté par le stagiaire lors de la négociation du règlement. ».

27. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 48, du suivant :

« **48.1**. Le superviseur doit offrir au stagiaire l'encadrement nécessaire lui permettant d'exercer adéquatement les activités de représentant dans la discipline ou la catégorie de discipline dans laquelle il postule.

À cet effet, le superviseur doit s'assurer que le stagiaire respecte la législation, les règles déontologiques et les règles d'éthique professionnelle et qu'il a les connaissances, les habiletés, les comportements et les attitudes nécessaires à l'exercice des activités de représentant.

Le superviseur doit aussi fournir au stagiaire un environnement de travail favorable à l'apprentissage et au développement de ses compétences et lui permettre d'exercer progressivement des activités réservées aux représentants, tel que prévu à l'article 32. ».

28. L'article 49 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **49.** Le superviseur doit accomplir personnellement les tâches prévues à l'article 48 ainsi que toute autre tâche reliée à son rôle de superviseur dont notamment les tâches suivantes:

1° il détermine les tâches que le stagiaire doit effectuer en précisant les délais à respecter;

2° il évalue et révise au moins 1 fois par semaine les tâches accomplies par le stagiaire;

3° il recommande, favorablement ou non, la réussite de la période probatoire.

La recommandation prévue au paragraphe 3 est reçue par l'Autorité dans les 10 jours qui suivent la fin de la période probatoire et est accompagnée d'un rapport contenant les informations exigées par l'Autorité.

Ce rapport porte notamment sur la satisfaction des attentes énoncées à l'article 48.1 et les lacunes constatées, le cas échéant. Cette recommandation et ce rapport doivent être approuvés par la direction du cabinet ou de la société autonome du superviseur, le cas échéant. ».

29. L'article 50 de ce règlement est modifié par le remplacement du mot « titulaire » par le mot « stagiaire ».

30. L'article 53 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans ce qui précède le paragraphe 1, de « paragraphes 2 du premier alinéa et du deuxième alinéa » par « paragraphes 1 et 3 »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 2, de « visés au paragraphe 1 du premier alinéa et du deuxième alinéa » par les mots « prescrits par l'Autorité pour démontrer qu'il maîtrise les compétences requises afin de respecter la législation applicable à l'exercice des activités de représentant et la compétence prévue au paragraphe 2 »;

3° par l'insertion, au paragraphe 3, après le mot « complété » des mots « avec succès »;

4° par le remplacement du paragraphe 4, par le suivant :

« 4° il a présenté à l'Autorité une demande de certificat. ».

31. L'article 55 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement du premier et deuxième alinéa, par les alinéas suivants :

« La demande du postulant pour obtenir un certificat de représentant, conformément au paragraphe 4 de l'article 13, doit être reçue par l'Autorité avant l'expiration de la période de validité de ses examens.

Lorsque la période de validité des examens échoit pendant la période probatoire, la demande de certificat doit être reçue par l'Autorité dans les 30 jours suivant la fin de cette période probatoire. »;

2° par la suppression, dans le troisième alinéa, des mots « transmettre le formulaire prévu à cet effet et ».

32. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 55, du suivant :

« **55.1.** Pour l'application de l'article 55, le certificat probatoire demeure en vigueur 30 jours suivant la fin de la période probatoire.

Pendant le traitement de la demande de certificat et si cette demande est reçue par l'Autorité dans les 30 jours suivant la fin de la période probatoire, le certificat probatoire demeure en vigueur pour un maximum de 15 jours additionnels.

Sur délivrance du certificat de représentant ou lorsque la période probatoire n'a pas été complétée avec succès, le certificat probatoire correspondant échoit. ».

33. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 56, du suivant :

« **56.1.** Le postulant visé au paragraphe 6 de l'article 13 qui est dans la situation mentionnée au paragraphe *u* de l'article 186 du Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés (DORS/02-227) doit, pour obtenir la délivrance d'un certificat, agir pour le compte d'un cabinet ou être un employé d'une société autonome. ».

34. L'article 57 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « qu'il détenait pour agir comme représentant » par les mots « dont il a été titulaire ».

35. Les articles 58 et 59 de ce règlement sont abrogés.

36. L'article 60 de ce règlement est modifié par le remplacement des mots « professionnels qui lui sont autorisés » par les mots « prévus par la Loi qu'il est autorisé à utiliser ».

37. L'article 63 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **63.** L'Autorité renouvelle le certificat d'un représentant qui a présenté une demande de renouvellement et qui satisfait aux conditions prévues aux paragraphes 4 à 6 de l'article 13, à l'article 13.1 et aux dispositions de la section VII du chapitre II. ».

38. L'article 64 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, au premier alinéa, des mots « Un représentant doit renouveler son certificat avant son expiration » par les mots « La demande de renouvellement d'un certificat doit être reçue à l'Autorité avant l'expiration du certificat »;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, après le mot « renouvellement » des mots « ou jusqu'à une décision de l'Autorité refusant le renouvellement. ».

39. L'article 65 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **65**. Pour être recevable, toute demande visée par le présent règlement doit être dûment présentée sur le formulaire fourni par l'Autorité et reçue par celle-ci dans les délais prévus. Cette demande doit être accompagnée, le cas échéant, des documents et renseignements requis dans le formulaire et des droits, cotisations et frais afférents exigés par l'Autorité en vertu du Règlement sur les droits, les cotisations et les frais exigibles (c. D-9.2, r. 9). »

40. Les articles 69 à 72 de ce règlement sont abrogés.

41. Ce règlement est modifié par le remplacement, dans le texte anglais, des mots « skill » et « skills » par respectivement « competency » et « competencies » partout où ils se trouvent.

42. Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec*, à l'exception de celles des articles 13.1 et 13.2 qui entreront en vigueur à la date qui suit d'1 an celle de la publication.

Draft Regulation

An Act respecting the distribution of financial products and services
(chapter D-9.2, s. 200, pars. (1) to (5), (6), (7) and (9), and s. 203, pars. (1) and (3) to (6))

Regulation to amend the Regulation respecting the issuance and renewal of representatives' certificates

Notice is hereby given by the *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") that, in accordance with section 217 of *An Act respecting the distribution of financial products and services* (chapter D-9.2), the following draft Regulation, the text of which is published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the Québec Minister of Finance and the Economy for approval, with or without amendment, after 30 days have elapsed since this publication in the Bulletin of the Authority:

- *Regulation to amend the Regulation respecting the issuance and renewal of representatives' certificates*.

The draft Regulation is also available under "Public consultations" on the website of the Authority at **www.lautorite.qc.ca**.

REGULATION TO AMEND THE REGULATION RESPECTING THE ISSUANCE AND RENEWAL OF REPRESENTATIVES' CERTIFICATES

PURPOSE OF DRAFT REGULATION

This draft Regulation to amend the Regulation respecting the issuance and renewal of representatives' certificates (the "Regulation") is made under paragraphs 1 to 5, 6, 7 and 9 of section 200 and paragraphs 1 and 3 to 6 of section 203 of *An Act respecting the distribution of financial products and services*, chapter D-9.2, which came into force on March 1, 2010. These amendments are intended to provide details regarding the application of the Regulation, the use of new technologies and additional conditions for obtaining the financial planner certificate.

PROPOSED AMENDMENTS

CERTIFICATE IN FINANCIAL PLANNING (sections 13.1 and 13.2)

At present, a candidate need only hold a diploma from the *Institut québécois de planification financière* (IQPF) in order to obtain a certificate from the Authority to pursue activities as a financial planner. There are currently no other prerequisites.

Amendments are proposed to add conditions for obtaining a certificate to use the financial planner title. These amendments aim to ensure that candidates who obtained a diploma from the IQPF more than six years prior to applying for a certificate demonstrate that they have applied the competencies acquired through this diploma.

Therefore, in order for a candidate to obtain a certificate from the Authority, he must have passed the exam leading to the IQPF diploma within the past six years.

Failing this, in addition to holding a diploma from the IQPF, the candidate must:

- have held a certificate from the Authority in the financial planning sector for two years in the past six years and have satisfied the compulsory professional development requirements;

- provide proof that he has accumulated the equivalent of 40 professional development units in the past six years, in accordance with the Regulation respecting compulsory professional development of financial planners (D-9.2, r. 14.1); or

- have been authorized to use the financial planner title, pursuant to an agreement entered into between his professional order and the Authority, for at least two of the past six years.

Otherwise, the candidate must re-sit the IQPF exam.

These new conditions would apply one year after the Regulation comes into force. In the interim, candidates can take advantage of the conditions currently in effect.

REQUIREMENT TO HOLD A CERTIFICATE AND ACT AS A REPRESENTATIVE (sections 16, 17, 23 and 42)

Several provisions of the Regulation stipulate that candidates must have held a certificate under certain circumstances; for example, to be exempted from writing some examinations or from undertaking the probationary period.

To specify how the Authority applies these provisions, the requirement to have pursued activities as a representative would be added to the requirement to hold a certificate. In the same way, section 16 was amended so as to replace the requirement to have been employed by the requirement to have actually worked.

PROBATIONARY PERIOD (sections 29.1, 44, 45.1, and 47 to 49.1)

The rules governing the work of the supervisor and those applicable when a probationary period must be repeated will ensure more effective oversight. By introducing these rules, the Authority wishes to prevent candidates from repeatedly undertaking probationary periods and ensure that supervisors continue to be representatives that are qualified to assume this supervisory role.

TERMS AND CONDITIONS OF APPLICATIONS SUBMITTED TO THE AUTHORITY (sections 23, 28, 29, 39, 41, 42, 45, 64 and 65)

Section 65 was amended to specify the requirements governing applications submitted to the Authority. This amendment ensures continuity in the process and reflects, among other things, changes related to new technologies.

Therefore, all applications must be submitted using the form provided by the Authority and must be received in the specified time limits.

In addition, the application for probationary period eligibility must now be submitted by the firm or independent partnership where the candidate will act as a trainee (section 29 *in fine*).

FOREIGN NATIONALS (section 56.1)

Candidates who apply to renew their work permits issued by an authority outside of Québec under the Immigration and Refugee Protection Regulations (SOR/2002-227) must, in addition to the other conditions set out in the Regulations, act on behalf of a firm or an independent partnership in order to obtain a representative's certificate.

OTHER AMENDMENTS

The Authority is proposing other amendments to clarify the interpretation of a number of provisions.

Certain sections have been clarified to better explain their application or ensure consistency throughout the Regulation.

For example:

- section 20, as proposed, explicitly stipulates that a candidate may register for exams as soon as he successfully completes his courses; and

- proposed section 55.1 more clearly explains the current context of the certificate application process and the time limits to be respected.

TRANSITIONAL PROVISIONS – REGULATION OF 2010 (sections 69 to 72)

Transitional provisions added to the Regulation of 2010 are now obsolete, as the period covered by these provisions has now expired. These provisions will be withdrawn.

Comments

Comments regarding the above Regulation may be made in writing before the 30-day period for this publication elapses, on January 10, 2013, and sent to the following:

Me Anne-Marie Beaudoin
Corporate Secretary
Autorité des marchés financiers
Tour de la bourse
800, square Victoria
C.P. 246, 22e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Fax: 514-864-8381
E-mail: consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Comments will be made public unless otherwise noted.

Further information

Further information is available from:

Geneviève Côté
Analyst, Distribution Practices
Direction des pratiques de distribution et des OAR
Autorité des marchés financiers
Telephone: 418-525-0337, ext. 4813
Toll-free: 1-877-525-0337
E-mail: genevieve.cote@lautorite.qc.ca

January 10, 2013

REGULATION TO AMEND THE REGULATION RESPECTING THE ISSUANCE AND RENEWAL OF REPRESENTATIVES' CERTIFICATES

An Act respecting the distribution of financial products and services
(R.S.Q., c. D-9.2, s. 200, pars. (1) to (5), (6), (7) and (9), and s. 203, pars. (1) and (3) to (6))

1. Section 12 of the Regulation respecting the issuance and renewal of representatives' certificates (c. D-9.2, r. 7) is replaced by the following:

"**12.** A representative authorized to act in the financial planning sector under a certificate issued by the Authority, in accordance with section 57 of An Act respecting the distribution of financial products and services (chapter D-9.2), uses the title "financial planner" or the abbreviation "F. Pl.".

With the exception of paragraphs 4 to 6 of section 13 and sections 13.1 and 13.2, Divisions I to VI of Chapter II and the first, second and fourth paragraphs of section 55 hereof do not apply to financial planners.".

2. Section 13 of the Regulation is replaced by the following:

"**13.** The Authority issues a certificate to a candidate who satisfies the following conditions:

(1) he holds the minimum qualifications under Division II of this Chapter, where applicable;

(2) he has passed the examinations prescribed by the Authority in accordance with Division III of this Chapter, where applicable;

(3) he has successfully completed the probationary period under Division IV of this Chapter, where applicable;

(4) he has submitted an application for a certificate in accordance with section 55;

(5) he has complied with the requirements and conditions of issuance of a certificate prescribed in Divisions VII and VIII of this Chapter;

(6) in the case of a foreign national, he holds a work permit issued by a competent authority allowing him to hold employment in Québec for which a certificate from the Authority is required.

"**13.1.** In addition to the conditions mentioned in paragraphs 4 to 6 of section 13 and section 57 of the Act, a candidate in the financial planning sector must have passed the examination of the Institut québécois de planification financière leading to the diploma referred to in section 57 of the Act in the 6 years preceding his application for a certificate.

13.2. Where an application for a certificate is received by the Authority more than 6 years after the examination referred to in section 13.1 is passed, a candidate holding a diploma conferred by the Institut québécois de planification financière is exempt from having to pass the examination again, provided that he satisfies the following conditions:

(1) he held a certificate issued by the Authority in the "financial planning" sector for at least 2 years in the 6 years preceding his application for a certificate, and he satisfied the requirements pertaining to compulsory professional development;

(2) he took part in professional development activities corresponding to those provided for under the Regulation respecting the compulsory professional development of financial planners (c. D-9.2, r. 14.1) and accumulated the equivalent of at least 40 professional development units, apportioned in the manner set out in section 3 thereof, in the 6 years preceding his application for a certificate;

(3) he was a member of a professional order with which the Authority entered into an agreement pursuant to section 59 of the Act, and he was authorized, under such agreement, to use the title of "financial planner" for at least 2 years in the 6 years preceding his application for a certificate.".

3. Section 16 of the Regulation is amended by replacing the words "at least 3 years of prior full-time employment" in paragraph 4 with the words "have worked full-time for at least 3 years within the past 10 years".

4. Section 17 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the words "if he held a certificate for a period of at least 1 year" with the words "if, for a period of at least 1 year, he held a certificate";

(2) by adding "and he acted as a representative" after "2002".

5. Section 19 of the Regulation is replaced by the following:

"**19.** A candidate must, for each sector or sector class for which he is applying for a certificate, pass the examinations prescribed by the Authority to demonstrate that he has the required competencies to comply with the legislation applicable to pursuing activities as a representative and, depending on the sector, that he has the following competencies:

(1) for the damage insurance sector, the insurance of persons sector or the group insurance of persons sector or any sector class thereof, recommend or propose, as applicable, a product adapted to the client's needs;

(2) for the insurance of persons sector or the group insurance of persons sector or any sector class thereof, evaluate the tax impacts of an insurance contract or an annuity contract, as applicable;

(3) for the claims adjustment sector or any sector class thereof, settle a claim based on the coverage subscribed for by the client.".

6. Section 20 of the Regulation is replaced by the following:

"**20.** A candidate who submits an application and satisfies the following conditions may take the examinations pertaining to a sector or sector class:

(1) he holds the minimum qualifications hereunder, as applicable;

(2) he is not in any of the situations set out in sections 219 and 220 of the Act;

(3) he has paid the fees prescribed under the Regulation respecting fees and contributions payable (c. D-9.2, r. 9).

As soon as a candidate referred to in the second paragraph of section 14 has completed a course recognized in an agreement entered into for that purpose between the

Authority and a training body, he may register for the examination corresponding to that course.”.

7. Section 22 of the Regulation is amended:

(1) by deleting the words “duly completed and”;

(2) by replacing the words “previously issued by the Authority authorizing him to act as a representative” with the words “held by him”.

8. Section 23 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the words “he forwards his application for a certificate to the Authority” with the words “his application for a certificate is received by the Authority”;

(2) by replacing the words “held for at least 1 year authorizing him to act as a representative” with the words “and he acted as a representative for at least 1 year”.

9. Section 24 of the Regulation is amended by replacing the word “in” with the words “to pass”.

10. Section 28 of the Regulation is amended by replacing the word “forward” in the second paragraph with the word “submit”.

11. Section 29 of the Regulation is replaced by the following:

“**29.** A candidate who submits an application and satisfies the following conditions may undertake a probationary period pertaining to a sector or sector class if:

(1) he has passed each of the examinations prescribed by the Authority and such examinations are valid at the time the probationary period is undertaken;

(2) he is not in any of the situations set out in sections 219 and 220 of the Act;

(3) in the case of a foreign national, he holds a work permit issued by a competent authority allowing him to hold employment in Québec for which a certificate from the Authority is required;

(4) he has paid the fees prescribed under the Regulation respecting fees and contributions payable (c. D-9.2, r. 9).

However, a candidate whose examinations are no longer valid at the beginning of the probationary period may undertake a probationary period where warranted by exceptional circumstances.

An application for probationary period eligibility must be submitted to the Authority by the firm, independent representative or independent partnership with which the candidate undertakes such probationary period.

“29.1. To be eligible for a new probationary period, a candidate who has not successfully completed his probationary period must submit to the Authority the means he intends to use to correct the shortfalls noted in the supervisor’s report or by the Authority.

After completing 2 probationary periods unsuccessfully, a candidate may only undertake a new probationary period under the responsibility of another supervisor.”.

12. Section 31 of the Regulation is replaced by the following:

“**31.** The Authority issues a probationary certificate to a candidate who meets the conditions set out in sections 29 and 29.1.

The certificate includes the information necessary to identify the candidate and the information related to the validity period of the probationary certificate.”.

13. Section 32 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the words “holder of a probationary certificate” in the introductory portion of section 32 with the word “trainee”;

(2) by replacing paragraph 1 with the following:

“(1) in the insurance of persons sector or the group insurance of persons sector or any sector class thereof, gather information, conduct needs analyses and propose to his supervisor the products or services that may be adapted to the client's needs, before proposing and selling them to the client;”;

(3) by replacing the words “and recommend and sell them to the client” in paragraph 3 with the words “before proposing and selling them to the client”;

(4) by replacing paragraph 4 with the following:

“(4) in the claims adjustment sector or any sector class thereof, gather information, propose to his supervisor the components of a claims investigation, the assessment of damage or the negotiation of a settlement, present to the insured the components of the negotiation of a settlement once they are approved by his supervisor and assist his supervisor in negotiating a settlement.”.

14. Section 33 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the first paragraph with the following:

“A trainee must, upon first meeting a client, give the client a document, such as a business card, which must indicate the following”;

(2) by replacing subparagraph (2) with the following:

“(2) his business address, business telephone number and electronic mail address, if any;”;

(3) by replacing the words “pursues activities” in subparagraph 4 with the word “acts”;

(4) by replacing subparagraph 5 with the following:

“(5) his title as trainee.”

(5) by replacing the word “holder” in the second paragraph with the word “trainee”.

15. Section 36 of the Regulation is amended by replacing the word “candidate” with the word “trainee”.

16. Section 37 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the words “holder of a probationary certificate” in the first paragraph with the word “trainee”;

(2) by replacing the word “holder” in the second paragraph with the word “trainee”.

17. Section 38 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the words “holder of a probationary certificate” in the first paragraph with the word “trainee”;

(2) by replacing the word “abandoned” with the word “discontinued”.

18. Section 39 of the French version of the Regulation is amended by replacing the word “transmettant” in the second paragraph with the word “présentant”.

19. Section 40 is amended by replacing the words “holder of a probationary certificate” with the word “trainee”.

20. Section 41 of the Regulation is amended:

(1) by deleting the words “duly completed and”;

(2) by replacing the words “issued to him by the Authority whereby he was authorized to act as a representative” with the words “held”.

21. Section 42 of the Regulation is amended:

(1) by deleting the words “ duly completed and”;

(2) by replacing the words “held for at least 1 year as a representative” with the words “and he has acted as a representative for at least 1 year”.

22. Section 44 of the Regulation is replaced by the following:

“**44.** A supervisor is a representative authorized to act at the time of the probationary period who, for at least 24 of the 36 months preceding the probationary period, was the holder of a certificate and acted as a representative in the same sector or sector class as that covered by the probationary period applied for.”.

23. Section 45 of the Regulation is amended by replacing the words “completes the prescribed form” in the introductory portion of section 45 with the words “submits his application”.

24. The Regulation is amended by inserting the following after section 45:

"**45.1.** A supervisor who has received 2 written notices from the Authority for failing to fulfill the obligations prescribed in sections 46 to 50 hereof may not act as a supervisor for 1 year as of the date of the last notice.".

25. Section 47 of the Regulation is replaced by the following:

"**47.** Where a supervisor is absent, he is replaced by a replacement supervisor who must have submitted an application to this effect in accordance with section 45. The replacement supervisor must have the same qualifications and fulfill the same obligations as those imposed on the supervisor.

A supervisor registered with the Authority as an independent representative may not be replaced by a replacement supervisor unless the Authority so consents in writing.".

26. Section 48 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the words "holder of a probationary certificate" in the first paragraph with the word "trainee";

(2) by replacing the words "client's file" in the first paragraph with the words "client file";

(3) by replacing the second paragraph with the following:

"For the damage insurance sector, where products and services pertaining to personal-lines damage insurance are offered, or for the personal-lines damage insurance sector class, the supervisor must, within the next business day, review the trainee's work and enter the review in the client file.

"For the claims adjustment sector or any sector class thereof, the supervisor must verify the information gathered by the trainee, approve the components of a claims investigation, the assessment of damage or the negotiation of a settlement, enter the approval in the client file, accompany and assist the trainee when presenting these components to the insured and may be assisted by the trainee during the negotiation of the settlement.".

27. The Regulation is amended by inserting the following after section 48:

"**48.1**. The supervisor must provide the trainee with the guidance he needs to adequately pursue activities as a representative in the sector or sector class for which he is applying.

To this effect, the supervisor must ensure that the trainee complies with the legislation, rules of ethics and rules of professional conduct and that he has the knowledge, skills, behaviours and attitudes necessary to pursue activities as a representative.

The supervisor must also provide the trainee with a working environment conducive to learning and developing his competencies and help him to gradually pursue the activities reserved for representatives, as set out in section 32.".

28. Section 49 of the Regulation is replaced by the following:

"**49.** The supervisor must personally perform the tasks set out in section 48 as well as any other task related to his role as supervisor, including the following:

(1) determine the tasks the trainee must carry out, specifying the time limits in which they must be completed;

(2) at least once a week, evaluate and review the tasks carried out by the trainee;

(3) make a recommendation as to whether or not the probationary period has been successfully completed.

The recommendation referred to in subparagraph 3 is received by the Authority within 10 days following the end of the probationary period, along with a report containing the information required by the Authority.

The report covers, among other things, whether the expectations set out in section 48.1 were met and what shortfalls were noted, as applicable. The recommendation and report must be approved by management of the supervisor's firm or independent partnership, as applicable.".

29. Section 50 of the Regulation is amended by replacing the word "holder" with the word "trainee".

30. Section 53 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the words "subparagraphs 2 of the first and second paragraphs" in the introductory portion of section 53 with the words "paragraphs 1 and 3";

(2) by replacing the words "referred to in subparagraphs 1 of the first and second paragraphs" in subparagraph 2 with the words "prescribed by the Authority to demonstrate that he has the required competencies to comply with the legislation applicable to pursuing activities as a representative and that he has the competency prescribed in paragraph 2";

(3) by adding the word "successfully" before the word "completed" in subparagraph 3;

(4) by replacing subparagraph 4 with the following:

"(4) he has submitted an application for a certificate to the Authority.".

31. Section 55 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the first and second paragraphs with the following:

"A candidate's application for a representative's certificate under paragraph 4 of section 13 must be received by the Authority prior to the expiry of the validity period of his examinations.

Where the validity period of the examinations expires during the probationary period, the certificate application must be received by the Authority within 30 days following the end of the probationary period.";

(2) by deleting the words "forward the prescribed form and" in the third paragraph.

32. The Regulation is amended by inserting the following after section 55:

"**55.1.** For the purpose of section 55, the probationary certificate remains in effect for 30 days as of the end of the probationary period.

During the processing of the certificate application and if the certificate application is received by the Authority within 30 days following the end of the probationary period, the probationary certificate remains in effect for up to an additional 15 days.

Upon issuance of a representative's certificate or where the probationary period was not successfully completed, the corresponding probationary certificate expires.".

33. The Regulation is amended by inserting the following after section 56:

"**56.1.** To be issued a certificate, a candidate referred to in paragraph 6 of section 13 who is in the situation set out in paragraph *u* of section 186 of the Immigration and Refugee Protection Regulations (SOR/2002-227) must act on behalf of a firm or be employed by an independent partnership.".

34. Section 57 of the Regulation is amended by replacing the words "held as a representative" with the words "he held".

35. Sections 58 and 59 of the Regulation are repealed.

36. Section 60 of the Regulation is amended by replacing the words "professional titles he is authorized to use" with the words "titles he is authorized to use under the Act".

37. Section 63 of the Regulation is replaced by the following:

"**63.** The Authority renews the certificate of a representative who has submitted a renewal application and who satisfies the conditions prescribed under paragraphs 4 to 6 of section 13, section 13.1 and the provisions of Division VII of Chapter II.".

38. Section 64 of the Regulation is amended:

(1) by replacing the words "A representative must renew his certificate prior to expiry thereof" in the first paragraph with the words "A certificate renewal application must be received by the Authority prior to expiry of the certificate";

(2) by adding, following the word "renewal" at the end of the second paragraph, the words "or until a decision of the Authority refusing the renewal.".

39. Section 65 of the Regulation is replaced by the following:

"**65**. To be admissible, any application referred to hereunder must be duly submitted on the form provided by the Authority and received by it within the prescribed time period. The application must be accompanied, as applicable, by the required

documents and information stipulated in the form and the related fees and contributions required by the Authority under the Regulation respecting fees and contributions payable (c. D-9.2, r. 9).”

40. Sections 69 to 72 of the Regulation are repealed.

41. The Regulation is amended by replacing the words “skill” and “skills” with, respectively, “competency” and “competencies”, wherever they appear.

42. The provisions of this Regulation will come into effect on the date of their publication in the *Gazette officielle du Québec*, except for those under sections 13.1 and 13.2, which will come into effect 1 year from the date of publication.

3.2.2 Publication

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Abel	André	Placements Banque Nationale inc.	2012-12-20
Adam	Carole	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Ades	Jason	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2012-12-24
Adjiwanou	Kwamy	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Ait Mahiddine	Fouad	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Alarie	Lisette	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Alary	Nadine	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Alfaro Bravo	Norma	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Allard	Sylvie	Bmo investissements inc.	2012-12-21
Appert	Franck	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Archambault	Karine	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Arsenault	Jacinthe	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Arsenault	Chantale	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Arseneau	Claire	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Asselin	Jean-François	Placements Banque Nationale inc.	2012-12-18
Asselin	Louise	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Augustin	Kevin Alex	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Ayache	Jawad	Fonds d'investissement Royal inc.	2012-12-31
Aylwin	Nancy	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Babin	Carl	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Bachand	Jocelyne	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Barata De Almeida	Adélia	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Barbusci	Franck	La Capitale, services conseils inc.	2012-12-21
Baron	Jasmine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-21
Beaudoin	Mario	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Beaulieu	Vicky	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-20
Beaulieu	Caroline	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Bédard	Julie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-22
Bédard	Philippe	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Bélanger	Edouard	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2012-12-31
Bélec	Lise	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-21
Belley	Jean-David	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2012-12-28

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Benharroch	Karine	Consultants C.S.T. inc.	2012-12-31
Benjelloun	Asmae	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2013-01-03
Benkirane	Aziz	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Benoît	Françoise	Desjardins cabinet de services financiers inc..	2012-12-31
Bergeron	Nathalie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Bergeron	Isidore	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Bergeron	Normand	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Bernard	Line	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Bernardi	Diane	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Bertrand	Louis	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Bérube	Gilles	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Bien Aime	Karine	WFG valeurs mobilières du Canada inc.	2012-12-31
Bilodeau	Sonia	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Bisson	France	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-21
Blackburn	Francine	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Blanchet	Josée	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Blanchet	Francis	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Blouin	Pierre-Olivier	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2013-01-04
Boire	Francine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-24
Boivin	Linda	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Bonneville	Rejean	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-24
Bordeleau	Gilles	Investia services financiers inc.	2012-12-31
Bouchard	Louise	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-29
Bouchard	Lynda	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Bouchard	Denise	Fonds d'investissement Royal inc.	2012-12-31
Bouchard-Bourgeois	Diane	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-21
Boulanger	Nicolas	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Boulet	Lorraine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Bourbeau-Poirier	Renée	Placements CIBC inc.	2012-12-20
Bourdon-Giguere	Francoise	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2013-01-03
Boutet	Louise	Desjardins cabinet de services financiers inc..	2012-12-31
Boutin	Diane	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Brennan-Ferraris	Maureen	Fonds d'investissement Royal inc.	2012-12-20
Briez	Herve	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Brisson	Manon	Investissements Excel inc	2012-12-31
Brodeur	Colette	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Brodeur	Sylvie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Brossoit	Alain	Marchés mondiaux CIBC inc.	2012-12-31
Brouillette	Sylvie	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Brouillette	Denis	Services en placements Peak	2012-12-21
Brunet	René	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Calandrino	Elena	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Caldeira	Adriana	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Calheiros	Fernando	Investissements Excel inc	2012-12-31
Caron	Jacinthe	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Carrier	Cecile	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Casavant	Pierre	Mérici services financiers inc.	2012-12-31
Chaîné	Vanina	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Chamberland	Luc	Placements financière Sun Life (Canada) inc.	2012-12-27
Champagne	Christine	Fonds d'investissement Royal inc.	2012-12-10
Chang	Anourak	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Chapa Gonzalez	Norma	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Charles	Shaphan	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Chartrand	Serge	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Chauret	Germain	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Chauveau	Pierre	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-21
Cho	Joon-Gi	Les Associés NCP Northland Capital	2012-12-21
Chrétien-Poulin	Christiane	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Clark	Anne-Marie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Claveau	Johanne	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2012-12-14
Cloutier	Johanne	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Corbeil-Perron	Mélanie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Cossette	Luc	Services d'investissement Quadrus ltee.	2012-11-27
Cote	Jolaine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Côté	Lina	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Côté	André	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Côté	Samuel	Placements Banque Nationale inc.	2012-12-24
Côté	Maxime	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Côté	Pascal	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Courchesne	Ginette	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-20
Courteau	Charlotte	Services d'investissement Quadrus ltee.	2012-12-17
Couture	Mélanie	Mérici services financiers inc.	2012-12-31
Croft	Sylvain	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Cruz Hipolito	Esmeralda	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
D. Bédard	Patricia	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Daigle	Marie	Services en placements Peak	2012-12-21
Dandurand-Côté	Stéphanie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Daneault	Jean-François	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
De Gready-Benoit	Francis	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
De Lisi	Tullio	Placements Banque Nationale inc.	2012-12-12
De Rapp	Sylvie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Debs	Dany	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Decelles	Manon	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Del Vecchio	Marie-Claude	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Delorme	Denis	Consultants C.S.T. inc.	2012-12-31
Demers	Marie-Irène	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Derkson	Jerry	Services d'investissement Quadrus ltee.	2012-12-31
Desaulniers	Pierre	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Desautels	Chantal	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Deslandes	Valérie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Desmarais	Frédéric	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Desrochers	Renald	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Desrosiers	Claude-Hervé	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Desrosiers	Lise	BLC Services Financiers inc.	2012-12-21
Desrosiers	Rodeny	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Desrosiers	Angie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Dia	Ndeye Gaye	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Dion	Danielle	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Dion	Brigitte	Fonds d'investissement HSBC (Canada) inc.	2012-12-22
Dionne	Christian	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Djerrahian	Hourig	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Doherty	Melvin	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Dohle	Viviane	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Dohle	Shawn	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Doyon	Martine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Doyon	Pierre	Services en placements Peak	2012-12-31
Drouin	Nathalie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-21
Dubé	Martin	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Dubois	Ginette	Consultants C.S.T. inc.	2012-12-31
Dufour	Lina	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Duhamel	Yan	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Dupuis	Benjamin	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Durelle	Mathieu	Placements CIBC inc.	2012-12-21
Enache	Adriana	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Éthier	Richard	Investissements Excel inc	2012-12-31
Faucher-Therrien	Jessy	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Ferguson	Patricia	Les Investissements Global Maxfin inc.	2012-12-27
Ferland	Line	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Fernet	Louis	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Fontaine	Jocelyne	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Forgues	Frédéric	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Fortin-Salhani	Chérine Nicole	Marchés mondiaux CIBC inc.	2012-12-22
Fournier	Anne	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Fournier	Brigitte	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Fradette	Audrey	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-24
Fréchette	Georges	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Gabbay	Yves	Consultants C.S.T. inc.	2012-12-31
Gagné	Annie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Gagné	Marie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Gagné	Julie	Financière Banque Nationale Inc.	2012-12-24
Gagnière	Lisette	Investissements Excel inc	2012-12-31
Gagnon	Roseline	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Gagnon	Jos-Arthur	Placements financière Sun Life (Canada) inc.	2012-12-27
Gagnon	Jean-Marc	Gestion MD limitée	2012-12-31
Gahimbare	Norielle	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Gallaher	Lianne	WFG valeurs mobilières du Canada inc.	2012-12-31

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Gaudet	Louise	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-21
Gaudreau	Sylvain	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Gaudreau	Patrick	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Gaudreault	Josée	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-24
Gazaille	Nicole	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-19
Gelinas	Claude	Placements Scotia inc.	2012-12-31
Gélinas	Danielle	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Gélinas	Jean-Simon	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Gendron	Pierre	La Capitale, services conseils inc.	2012-12-21
Genete	Silviu	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
George	Sade	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Germain	Chantal	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Germain	Daniel	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Giachetti	Manon	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Girard	Donna	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Girard	Jacinthe	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Gnagnon Epse Sokoty	Doveve	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Godbout	Diane	Placements Banque Nationale inc.	2012-12-31
Godere-Martel	Jonathan	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Godin	Philippe	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Gonzalez Gil	Luzmi Jholuana	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Gosselin	Francine	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Goyer	Emmanuel	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Goyette	Audrey	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Gravel	Serge	Investia services financiers inc.	2012-12-31
Grenier	Lucie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-14
Grenier	Guylaine	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Grondin	Robert	Placements Banque Nationale inc.	2012-12-21
Grosso	Andre	Fonds d'éducation Héritage inc.	2012-12-31
Guay	Claudine	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Guérette	Lise	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Guérin	Laurence	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Guimond	Bernard	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Guimond	Lise	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Guimond	Julien	Gestion Placements Desjardins inc.	2012-12-31
Guingab	Dafnie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Gutierrez Fajardo	Gerly	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Hardy	Line	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Harewood	Michal	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Hébert	Sylvie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Hébert	Michel	Financière Banque Nationale Inc.	2012-12-31
Helie	Raymond	Placements Banque Nationale inc.	2012-12-14
Heselton	Robert Michael	Financière Banque Nationale Inc.	2012-11-27
Heward	Peter	Investia services financiers inc.	2012-12-31
Houde	Danielle	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Hounklin	Comlan	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Hu	Jia Yu	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Hudicourt	Ian	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Hurtado	Jessica	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Huynh	Kinh-Luyên	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Huynh	Anh-Vu Freddy	Services financiers Penson Canada inc.	2012-12-31
Iacurto	Tania Marie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Iracleous	Nicolas	Les Investissements Global Maxfin inc.	2012-12-24
Isac	Alexandru	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Ismaili Alaoui	Nezha	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Jaber	Ahmad	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Jolicoeur	Thérèse Rebecca	Courtage Direct Banque Nationale inc.	2012-12-14
Kaganiec	Patrycja	Consultants C.S.T. inc.	2012-12-31
Kara-Bibar	Makram	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Keogh	Dilyn	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Kouadio	Guy Laurent	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Laberge Chayer	Alexandre	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Labonté	Louise	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Labrecque	Charlène	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Labrousse	Marie Anne	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Lachance	Michael	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Lacroix	Louise	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Laforge	Robert	Gestion Universitas inc.	2012-12-31

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Laham	Frédéric	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Lalonde	Lucie	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2012-12-20
Lalumière	Michel	Investissements Excel inc	2012-12-31
Lamer	André	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Lamontagne	Simon Joseph Roland	Marchés mondiaux CIBC inc.	2013-01-01
Lamothe	Edyns	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Langlois	Marie-Christine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Laporte	France	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Laporte	Germain	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Larocque	Ginette	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Lauriault	Joanne	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Lavoie	Julie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Lavoie	Jonathan	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Lavoie	Serge	Placements financière Sun Life (Canada) inc.	2012-12-31
Leba Mbwetete	Mosengo Judith	Services en placements Peak	2012-12-21
Lebel	Lise	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Leclerc	Monique	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Leclerc	Chantal	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Ledoux	Maxime	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Lefebvre	Jacques	Desjardins cabinet de services financiers inc..	2012-12-31
Lefebvre	Normand Jr.	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Lefrancois Boucher	Sébastien	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Lelièvre	Mathieu	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Lemay	Geneviève	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Lemelin	Étienne	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Lemieux	Jacinthe	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Lemieux	Line	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Lemieux	Sylvie	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Lemieux	Martin	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Lemire	Lucie	Fonds d'investissement Royal inc.	2012-12-31
Lemire-Gaudet	Evens	Fonds d'investissement Royal inc.	2012-12-22
Lepine	Linda	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Levesque	Julie	Bmo investissements inc.	2012-12-24
L'Heureux	Frédéric	BNC gestion Alternative inc.	2012-12-27

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Li	Tingyao	Bmo investissements inc.	2012-12-24
Loiselle	Mathieu	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Loiselle	Luc	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Lord	Catherine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Lukiana Sukadi	Claudine	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Luna-Beaudoin	André	Services d'investissement Quadrus ltee.	2012-12-24
Lussier	Jacques	Manulife Securities Investment Services Inc.	2012-12-28
Madore	Chantale	La Capitale, services conseils inc.	2012-12-17
Mainville	Karine	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Maisonneuve	Sylvie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Major	Louis-François	Services en placements Peak	2012-12-21
Mallory	Morgan	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Marceau	Marie Noëlle	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Marchand	Anne	Services en placements Peak	2012-12-21
Marcil	Nathalie	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Marleau	Lyne	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-21
Marseille	Martine	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Martel	Bertrand	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-29
Martel	Pascal	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Martin	François	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Martin	Céline	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Martin	Jean-François	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Martinez Sandoval	Jency	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Masse	Michèle	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Massicotte	Eric	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Mathieu	François	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Mathieu	Melissa	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Mcguffie	Calvin	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Mclean	Jessica	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Medow	Kristina	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Meffe	Fernando	Financière Banque Nationale Inc.	2012-12-14
Megalos	Despina	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Melançon	Ginette	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Meloche	Julie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Ménard	Jean-Daniel	Investia services financiers inc.	2012-12-31

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Mérette	Michel	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Michaud	Lisette	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Michel	Chantal	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Mihoubi	Tinhinane	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Miller Khmelkova	Oleksandra	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Mogollon Gutierrez	Angela Maria	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Moisan	Mathieu	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Morais	Gilles	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-29
Morasse	Louise	Fonds d'investissement Royal inc.	2012-12-31
Moreau	Andréanne	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Morga Flores	Manuel	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Morin	Linda	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Morton	Neil Stuart	Services financiers Penson Canada inc.	2012-12-31
Moumen	Ghizlane	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Munroe	France	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Ndeugoue	Patrick	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Neault	Carole	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-20
Nebbs	Herbert	Investia services financiers inc.	2012-12-31
Nellis	Alex	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Nicolas	Schneider	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Niquette	Lyne	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Nkankeu	François	Placements Banque Nationale inc.	2012-12-21
Nohasiarivelo	Thierry	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
O'Toole	Matthew John	Marchés mondiaux CIBC inc.	2013-01-01
Orantes Duran	Mauricio	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Ouellet	Benoit	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Ouellet	Chantale	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Ouellette	Philippe	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Panagopoulos	John	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Papachristos	Dimitrios	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Paquet	Micheline	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Paquette	Jean-Pierre	BMO Nesbitt Burns Inc.	2012-12-28
Paquette	Pierre Michel	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2013-01-01
Paquin	Johanne	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Parachuk	Tahnya	Placements Scotia inc.	2012-12-25
Paradis	Jimmy	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Paré	Sylvie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Pasquini	Attilia	Placements Banque Nationale inc.	2012-12-18
Patry	Nadine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Perreault	Sylvie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Peterson	Alain	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Petitoiu	Dan Valentin	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Pettigrew	Bernard	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Piché	Lise	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Piché Charbonneau	François	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Piette	Audrey	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Pinard	Chantal	Financière des professionnels - fonds d'investissement inc.	2012-11-21
Pinkerton	Robert	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Pion	Marie-Michèle	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Plamondon	Karine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Plante	Gabriel	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Plourde	Francine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Plourde	Eric	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Popadiuk	Markian	Valeurs Mobilières Crédit Suisse (Canada) Inc.	2012-12-19
Porter	Stephen Andrew	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Potvin	Pierre	Services d'investissement Quadrus ltee.	2012-12-19
Poupart	Isabelle	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-21
Proulx	Sarah-Maude	Placements financière Sun Life (Canada) inc.	2012-12-31
Proulx-Cantin	Virginie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Psihramis	Georgia	Services d'investissement TD inc.	2012-12-22
Puvanaraveendran	Roshaan	WFG valeurs mobilières du Canada inc.	2012-12-31
Rainville Sirois	Auric	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Ramampiarison	Claude	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Ramsay	Patrick	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Randhawa	Puneet Vaish	Fonds d'éducation Héritage inc.	2012-12-31
Regimbal	Carolle	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Reid	Shenika	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Remillard	Ghislaine	Placements CIBC inc.	2012-12-20
Richard	Solange	Placements CIBC inc.	2012-12-31

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Rochon	Anne-Marie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-21
Roiati	Marcel	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Romaniuk	Veronique	Consultants C.S.T. inc.	2012-12-24
Rousseau	Odette	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Roy	Sylvie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Roy	Nicholas	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Roy	Linda	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Ruchon	Christian	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Ruffolo	Antonella	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Sabat	Romel	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Sackobah	Ibrahima	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Salazar Argumedo	Jaime	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Samson	Hélène	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Samson	Gabriel	BLC Services Financiers inc.	2012-12-21
Sancho	Jean-Claude	Fonds d'éducation Héritage inc.	2012-12-31
Sangha	Amandip	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Sanou	Maïmouna	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Sarrapuchiello	Alain	Consultants C.S.T. inc.	2012-12-31
Saulnier	Stéphanie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Scott-Baker	Victoria	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Seck	Babacar	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Séguin	Mélanie	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Sénécal	Marie	Valeurs Mobilières PEAK inc.	2012-12-19
Sharma	Nishant	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Shedleur	Yvon	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Sheikh	Shaheer	Placements CIBC inc.	2012-12-21
Sheinart	David	Fonds d'investissement Royal inc.	2012-12-18
Shi	Qiulin	Consultants C.S.T. inc.	2012-12-31
Sidaros	Kaddis	Investissements Excel inc	2012-12-31
Simard	Réjean	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Simmonds	Chad	PFSL Investments Canada Ltd.	2013-01-04
Sinzobakwira	Emmanuel	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Soriano	Margarita	WFG valeurs mobilières du Canada inc.	2012-12-31
Soumounou	Youssouf	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Sperano	Aline	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-21

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Spiliopoulou	Georgia Sofia	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-22
St-Arnaud Marchand	Pascal	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Stewart	Nancy	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
St-Laurent	Mélanie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
St-Laurent	Lisette	Investissements Excel inc.	2012-12-31
St-Laurent	Nicole	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2012-12-31
St-Louis	Gregory	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
St-Pierre	Genny	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Subramanian	Muthuselvi	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Sullivan	Anne-Marie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Supreme	Larry	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Taillon	Régine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Tanguay	Guy	Consultants C.S.T. inc.	2012-12-31
Tardif	Éric	Placements Banque Nationale inc.	2012-12-21
Tchatie Mbiadou	Yannick	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Tear	Jonathan	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Tedone	Cleto	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-27
Tessier	Suzanne	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Thériault	Lili	Services en placements Peak	2012-12-21
Thériault Tanguay	Gabriel	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Therrien	Stéphanie	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Thibault	Jonathan	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Thiboutôt	Vickie	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Thiffault	Jean-François	Desjardins sécurité financière investissements inc.	2012-12-31
Touchette	Celine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Tremblay	Lyne	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Tremblay	Daniel	Industrielle Alliance Valeurs mobilières inc.	2012-12-31
Turcotte	Patricia	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Turgeon	Julie	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Turgeon	Amanda	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Turgeon	Virginie	Placements financière Sun Life (Canada) inc.	2012-12-17
Vachon	Francine	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Valencia	Hugo	Fonds d'investissement Royal inc.	2012-12-24
Velez	Fernando	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
Vézina	Alexis	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Viau	Robert	Solutions monétaires Monarc inc.	2012-12-28
Vienneau	Lucie	Marchés mondiaux CIBC inc.	2013-01-01
Villiard	Marie-Carmen	Gestion Universitas inc.	2012-12-31
Vost	Ewan	Fonds d'investissement Royal inc.	2012-12-31
Wagner	Patricia	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-28
Wicander	Carl Gustaf	GE Marches Financiers (Canada) Ltee	2012-12-20
Yan	Wing Jy	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Yang	Marc	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Young	Linda	PFSL Investments Canada Ltd.	2012-12-31
Yu	Sandra	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31
Zacarias	Paterno	WFG valeurs mobilières du Canada inc.	2012-12-27
Zid	Nadia	Desjardins cabinet de services financiers inc.	2012-12-31

Cabinets de services financiers

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
Montréal : (514) 395-0337
Sans frais :1 877 525-0337.

Veuillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6, et les mentions spéciales, de C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché

2a Assurance collective de personnes

2b Régime d'assurance collective

2c Régime de rentes collectives

3a Assurance de dommages (Agent)

3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)

3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)

4a Assurance de dommages (Courtier)

4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)

4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)

5a Expertise en règlement de sinistres

5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers

5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises

6 Planification financière

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
100075	Ahern	Micheline	3A	2012-12-31
100666	Aubé	Daniel	1A	2013-01-04
101154	Baron	Jasmine	6	2012-12-28
101479	Beaudoin	Mario	6	2012-12-31
103527	Blanchette	Denise	6	2012-12-27
104011	Bonneville	Réjean	6	2012-12-24
107300	Claveau	Johanne	1A	2013-01-08
109057	De Blois	Francine	1B	2013-01-08
109843	Deslandes	Dominique	2A	2012-12-21
109992	Desrochers	Rénald	1A, 2A	2012-12-31
110756	Drouin	Nathalie	6	2013-01-08
111020	Ducharme	Mireille	6	2012-12-28
111352	Dumont	Lynda	1A	2013-01-08
111783	Émond	Andrée	3A	2013-01-08
112220	Fillion	Denis	4A	2013-01-03
113791	Gascon	Jean-Guy	4A	2012-12-27

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
114167	Gazaille	Nicole	6	2013-01-08
114407	Giard	Carmen	1A	2013-01-08
115153	Goulet	Louis	4A	2013-01-01
115311	Gravel	Jean-Yves	3A	2012-12-31
116523	Houde	Danielle	6	2012-12-31
118631	Lalonde	Lucie	6	2013-01-08
118671	Lamarche	Hélène	4A	2012-12-27
118693	Lamarre	Francine	4A	2013-01-08
118728	Lambert	Guy	4A	2012-12-21
124374	Morin	Carl	1A	2012-12-20
125464	Ouimet	Denis	1A, 2A, 4A	2013-01-08
127622	Chrétien-Poulin	Christiane	6	2012-12-28
128212	Racine	Christiane	3B	2012-12-27
128491	Régimbal	Carolle	6	2012-12-31
129616	Roussel	Denise	5A	2013-01-08
129629	Roussin	Ginette	4A	2013-01-07
129651	Roux	Bertrand	5A	2012-12-27
132822	Tremblay	Chantal	1A, 2A	2013-01-08
132979	Tremblay	Joane	4A	2013-01-08
133287	Tropnas	Myrlande	1A	2012-12-27
133540	Turley	John David	4A	2012-12-31
133541	Turley	John Bernard	4A	2012-12-31
133724	Vaillancourt	Patrick	1A	2012-12-20
136347	Larocque	Sylvie	6	2013-01-04
137303	Hébert	Francine	6	2013-01-04
137519	Derome	Carole	6	2013-01-08
138061	Riendeau	Jean-Pierre	5C	2012-12-27
138196	Nadeau	Sandra	6	2013-01-04
139911	Crépeau	Jean-Sébastien	1A	2012-12-27
140454	Provencher	Guy	6	2012-12-27
140544	Aylwin	Nancy	6	2012-12-31
148429	Reed	Manon	6	2012-12-27
149958	Saracino	Laura	5A	2012-12-27
151740	Bouchard	Odette	6	2012-12-20
152057	Lepage	Martine	4B	2012-12-21
154989	Paris	Jean-François	4B	2012-12-27

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
155964	Babineau	Sophie	4A	2012-12-27
156422	Desrochers	Huguette	4A	2013-01-07
156645	Bujold	Diane	4A	2013-01-04
156697	Lévesque	Lilianne	4B	2012-12-28
157195	Bachand	Jocelyne	6	2012-12-28
158126	Marceau	Pascal	6	2013-01-08
162053	McAra	Craig	6	2013-01-04
162109	Lam Ching Wang	Genevieve	3B	2012-12-21
162160	Fillion	Joanne	4A	2013-01-03
162517	Grenon	Claudy	4A	2013-01-03
162600	Nadon	Anne-Marie	4A	2013-01-03
163196	Seide	Nathalie	6	2012-12-28
163456	Cyr	Émilia	4A	2013-01-08
166243	Boulerice	Ginette	3A	2012-12-20
166376	Guimond	Bernard	6	2012-12-28
166537	Sahouane	Abida	E	2013-01-01
166882	Mérette	Michel	1A,6	2012-12-31
166926	Turpin	Cindy	4A	2012-12-28
167007	Bercier-Landriault	Phanie	4A	2012-12-21
167279	Valencia	Hugo	6	2013-01-08
167958	Maisonneuve	Chantal	1A, 3A	2013-01-08
168096	Gilbert	Mariane	6	2012-12-21
169572	Vassor	Edma	4B	2013-01-03
170028	Vendette	Maxime	4A	2013-01-08
172388	Assran Ibrahim	Walaa	3B	2012-12-27
174094	Roy-Beaulieu	Mélanie	4B	2013-01-07
174698	Lévesque	Cynthia	3B	2012-12-27
176148	Gonzalez	Jose Daniel	5A	2012-12-27
176923	Toledo Contreras	Celia	4B	2012-12-27
176951	Smajovits	Abraham	1A	2013-01-08
179970	Robert	Charline	5B	2012-12-28
180184	Duquette	Catherine	1A	2013-01-08
180544	Langlois	Mathieu	4B	2013-01-03
180691	Jacques	Karl	5A	2012-12-27
182071	Perry	Éric	4C	2012-12-28
182513	Charbonneau	Josiane	1A	2013-01-04

Certificat	Nom	Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
183072	Meddane	Yannick Tarik	1A	2012-12-28
183854	Forget	Gaétane	1B	2012-12-27
185088	Nammour	Hani	3B	2012-12-27
185276	Normand	Valérie	3B	2013-01-08
186770	Fradette	Audrey	6	2012-12-28
187302	Robitaille	Hélène	1B	2012-12-27
187352	Luna-Beaudoin	André	1A	2013-01-07
187457	Beaudoin	Jonathan	1A	2012-12-27
187942	Poulin	Yannick	1B	2013-01-08
188134	Nagot	Ingrid	4B	2013-01-07
188163	Bernier	Charles	3B	2013-01-07
188606	Nguyen	Hong	1A	2012-12-28
189697	Auclair-Bertrand	Cynthia	4B	2013-01-07
193152	Thibault	Maxime	3A	2012-12-21
193824	Ambrosio	Nazario	1A	2013-01-04
193926	Teck	Cindy	4B	2013-01-03
194441	Huard	Samuel Alexandre	1A	2012-12-28
195298	Abisdris	Rachel Sandy	4B	2013-01-07
195509	Gauthier	Mylène	1A	2012-12-20
195823	Lemelin	Jimmy	1B	2013-01-04
195906	Larouche	Pierre	1A	2012-12-21
196168	Bernier	Nancy	4B	2013-01-04
196289	Chouiter	Hichem Abdelouaheb	4B	2013-01-01
196614	Beaulieu	Chantal	6	2012-12-27
196709	Morin	Hugo	2B	2012-12-27
196920	Racine	Emmanuel	1B	2013-01-04
197056	Drouin	Mélissa	1A	2012-12-27
197110	Gauvin	Josée	4B	2013-01-08
197283	Brissette Dinielli	Catherine	1B	2013-01-07
197686	Vallée	Sandie	1B	2013-01-07
197725	Dow	Colleen	1B	2012-12-28

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
Presima Inc.	Lapointe	Alain	2012-12-28
Presima Inc.	Lauzon	Michel	2012-12-28
Trust Banque Nationale inc.	Jonas	Leslie	2012-12-18

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
Presima Inc.	Lapointe	Alain	2012-12-28
Presima Inc.	Lauzon	Michel	2012-12-28
Trust Banque Nationale inc.	Jonas	Leslie	2012-12-18

Gestionnaires

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
Presima Inc.	Lapointe	Alain	2012-12-28
Presima Inc.	Lauzon	Michel	2012-12-28
Trust Banque Nationale inc.	Jonas	Leslie	2012-12-18

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom	Prénom	Date de cessation
500731	Jacques Auger assurances inc.	Auger	Jacques	2013-01-07
513444	9190-4995 Québec inc.	Landry	Gilles	2012-12-21
514487	Bureau d'Expert Conseil en avantages sociaux (BECAS) inc.	L'Espérance	Louis	2012-12-28

3.5.2 Les cessations d'activités

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
500033	Assurances Richard Chabot inc.	Assurance de personnes Assurance de dommages	2013-01-03
503383	Carl Morin	Assurance de personnes	2012-12-20
503894	Lynda Dumont	Assurance de personnes	2013-01-08
506630	Carmen Giard	Assurance de personnes	2013-01-08
507937	Ross Arthur Cloran	Assurance de personnes Planification financière	2012-12-21
508027	François Forget	Assurance de personnes	2012-12-28
508624	Daniel Poirier	Assurance de personnes	2012-12-20
508743	BBCG Expertise en sinistre limitée	Expertise en règlement de sinistres	2012-12-28
508914	Claude Fakhoury-Kayal	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2012-12-21
509234	Suzane Vallières	Planification financière	2012-12-28
511182	Pierre F. Aubry	Assurance de personnes Planification financière	2012-12-31
511207	Integrated Insurance Solutions Limited	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2012-12-20
512552	Philippe Béland	Assurance de personnes	2012-12-21
513243	Luc Blackburn	Assurance collective de personnes	2012-12-20
514980	Simon Fichault	Assurance de personnes	2012-12-21
514988	Linda Blanchette	Assurance de personnes	2013-01-07
515624	Grant Cloran	Assurance de personnes	2012-12-21
515681	Merlin Assurance inc.	Assurance de dommages	2013-01-01
516018	Pierre Larouche	Assurance de personnes	2012-12-21
516081	Pascal Marceau	Planification financière	2013-01-08

3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsables, les chefs de la conformité ou les dirigeants responsables

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de la décision
Dynamic Tree Asset Management AG	Egan	Wayne	2013-01-08
Dynamic Tree Asset Management AG	Hindle	Walter	2013-01-08
Dynamic Tree Asset Management AG	Hürlimann	Ulrich	2013-01-08
Dynamic Tree Asset Management AG	Jutz	Raphael	2013-01-08
Dynamic Tree Asset Management AG	Strangemann	Andreas	2013-01-08

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de la décision
Dynamic Tree Asset Management AG	Meier	Beat	2013-01-07
Financière Banque Nationale Inc.	Lavigne	Martin	2013-01-03
Financière des professionnels - Fonds d'investissement inc.	Vigeant	Stéphan	2013-01-08
Gestion de placements Innocap inc.	Billot	Alexandre	2013-01-08
Gestion privée TD Waterhouse Inc.	Heibein	Jennifer	2013-01-04
Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Incorporated	Nenichka	Joseph	2012-12-27
Morgan Stanley Smith Barney Llc	Volk	Stephen	2013-01-07
Valeurs Mobilières Northern Inc.	Gervais	François	2013-01-04

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de la décision
Dynamic Tree Asset Management AG	Egan	Wayne	2013-01-08
Dynamic Tree Asset Management AG	Hindle	Walter	2013-01-08
Dynamic Tree Asset Management AG	Hürlimann	Ulrich	2013-01-08
Dynamic Tree Asset Management AG	Jutz	Raphael	2013-01-08
Dynamic Tree Asset Management AG	Strangemann	Andreas	2013-01-08
Dynamic Tree Asset Management AG	Meier	Beat	2013-01-07
Gestion privée de portefeuille CIBC inc.	Mccready	Thomas	2012-12-27
Gestion privée TD Waterhouse inc.	Heibein	Jennifer	2013-01-04
Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith Incorporated	Nenichka	Joseph	2012-12-27

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de la décision
Barrage Holding Inc.	Morel	Rémy	2013-01-03
Barrage Holding Inc.	Thénière	Patrick	2013-01-03
Barrage Holding Inc.	Thénière	Patrick	2013-01-03
Barrage Holding Inc.	Beaudry	Mathieu	2013-01-03
Fonds de Solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)	Colpron	Michèle	2013-01-07
Lysander Funds Limited	Carswell	John	2013-01-08
Lysander Funds Limited	Oh	Suk Won	2013-01-08
Lysander Funds Limited	Vijh	Rajeev	2013-01-08
Lysander Funds Limited	Wong	Lee	2013-01-08

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom	Prénom	Date
500731	Jacques Auger assurances inc.	Charbonneau	Yan	2013-01-07
513444	9190-4995 Québec inc.	Ouellet	Nicole	2012-12-21
514487	Bureau d'Expert Conseil en avantages sociaux (BECAS) inc.	Grégoire	Mario	2012-12-28

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
516174	9270-1739 Québec inc.	Claude Fakhoury-Kayal	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2012-12-21
516175	Philippe Béland Services Financiers Inc.	Philippe Béland	Assurance de personnes	2012-12-21
516188	Conseils financiers Tactik inc.	Pierre Aubry	Assurance de personnes Planification financière	2013-01-01
516193	Groupe Planification Financière Cloran inc.	Ross Arthur Cloran	Assurance de personnes Planification financière	2012-12-21
516194	Services Financiers Jean Sayegh inc.	Jean Sayegh	Assurance de personnes Planification financière	2012-12-20
516195	Marc Tougas services financiers inc.	Marc Tougas	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2012-12-21
516200	Groupe Financier Capitar inc.	Maxime Normandeau	Assurance de personnes	2012-12-28
516201	Assurances Benoît Dionne Inc.	Benoît Dionne	Assurance de dommages	2013-01-03
516202	Consulte-Moi inc.	Nathalie Desbiens	Planification financière	2012-12-21
516204	Services financiers Denis Gingras inc.	Denis Gingras	Assurance de personnes	2013-01-07
516206	Services Financiers Gary Hanna inc.	Gary Hanna	Assurance de personnes	2013-01-08

3.6 PERMIS D'EXPLOITATION D'ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

Aucune information.

3.7 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.8 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

3.8.1 Autorité

DÉCISION N^{O} 2012-OED-0055

CONSIDÉRANT les articles 184, 218 et 220 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, L.R.Q., c. D-9.2;

CONSIDÉRANT que Franck Barbusci (le « représentant ») détient actuellement un certificat dans la discipline de l'assurance de personnes à titre de représentant autonome et une inscription de représentant de courtier en épargne collective pour le compte de La Capitale services conseils inc.;

CONSIDÉRANT l'ensemble des faits au dossier;

CONSIDÉRANT le dossier n° 500-01-080246-124;

CONSIDÉRANT que le 25 octobre 2012, des accusations criminelles ont été portées contre le représentant dans le dossier n° 500-01-080246-124;

CONSIDÉRANT que le représentant fait l'objet de trois chefs d'accusation pour avoir fait de faux documents et avoir utilisé des documents qu'il savait contrefaits;

CONSIDÉRANT que, plus précisément, le représentant est accusé d'avoir participé à la fabrication de faux états financiers pour une demande de marge de crédit présentée à une institution financière pour une entreprise oeuvrant dans le domaine de la construction;

CONSIDÉRANT le jugement rendu le 18 décembre 2012 par l'Honorable Éric Downs, J.C.Q. dans le dossier n° 500-01-080246-124, dans lequel ce dernier mentionne aux paragraphes 42 et 43 que : « (…) *[42] D'autres professionnels assistent également l'organisation dans la préparation de faux documents.*

[43] Selon la poursuite, les facilitateurs suivants ont participé au stratagème : (…)

B) <u>Franck Barbusci</u>

- *Il agit à titre de courtier pour l'ouverture de comptes de banque dans diverses institutions bancaires.*
- *Il participe à la fabrication de faux états financiers pour une demande de marge de crédit présentée à la CIBC pour Constructions G.M.S. inc.*
- *Il est l'époux de Christiane Soulard (secrétaire pour Groupe Astra).*
- *Il est remis en liberté, suite à un engagement impliquant un dépôt de 5 000 $.* (…) »;

CONSIDÉRANT que ces actes pourraient être commis à l'égard de personnes avec lesquelles le représentant pourrait être en contact dans l'exercice de ses activités de représentant;

CONSIDÉRANT que la nature des accusations a un lien avec l'exercice des activités de représentant;

CONSIDÉRANT que dans le cadre de ses activités, un représentant dans le domaine des services financiers est en contact avec des documents provenant notamment de ses clients;

CONSIDÉRANT que le représentant mentionne, notamment dans sa version des faits, qu'il n'a pas encore été reconnu coupable des accusations portées contre lui;

CONSIDÉRANT que le représentant mentionne, notamment dans sa version des faits, que les accusations portées contre lui sont inacceptables et non fondées;

CONSIDÉRANT que dans l'affaire Enrico Bruni c. Autorité des marchés financiers, n° 500-09-020462-107, la Cour d'appel a confirmé que l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») évalue la probité d'une personne en tenant compte d'un ensemble de facteurs, et que notamment, l'Autorité n'a pas à attendre l'issue d'une instance pénale pour déterminer si, à la lumière des faits qui sont portés à sa connaissance, la probité de la personne visée est affectée;

CONSIDÉRANT l'article 8 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, L.R.Q, c. A-33.2 (la « LAMF ») qui prévoit que « *L'Autorité exerce ses fonctions et pouvoirs de manière : 1°à favoriser la confiance des personnes et des entreprises à l'égard des institutions financières et autres intervenants du secteur financier quant à leur solvabilité et à l'égard de la compétence des agents, des conseillers, des courtiers, des représentants et des autres intervenants qui oeuvrent dans le secteur financier; (…)* »;

CONSIDÉRANT que l'Autorité est d'avis que les accusations criminelles qui ont été portées contre le représentant, dans le dossier n° 500-01-080246-124, ne favorisent pas cette confiance envers les intervenants du secteur financier;

CONSIDÉRANT que l'Autorité a pour mission de protéger le public et les consommateurs et qu'elle doit prendre toutes les mesures nécessaires afin de s'acquitter de cette mission;

CONSIDÉRANT qu'en raison de la nature des accusations criminelles dont le représentant fait l'objet, l'Autorité est d'avis que sa probité est affectée et que la protection des consommateurs est compromise;

CONSIDÉRANT les observations présentées et la documentation reçue de la part du représentant;

CONSIDÉRANT la protection du public;

CONSIDÉRANT les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la LAMF;

Il convient pour l'Autorité de :

SUSPENDRE le certificat numéro 101 091 au nom de Franck Barbusci dans la discipline suivante :

— assurance de personnes.

La décision prend effet dès signification et est exécutoire malgré toute demande de révision éventuelle.

Signé à Québec, le 21 décembre 2012.

Claude Prévost, CPA, CA
Directeur principal des opérations
d'encadrement de la distribution

3.8.2 BDR

Les décisions prononcées par le Bureau de décision et de révision sont publiées à la section 2.2 du bulletin.

3.8.3 OAR

Veuillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.8.3.1 Comité de discipline de la CSF

Aucune information.

3.8.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.8.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.8.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.9 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.